

Accord de l'Assemblée nationale sur les Cinq
Le Parlement exige des autorités nord-américaines de mettre un terme immédiat au traitement injuste et illégal imposé à Gerardo Hernandez Nordela.

POUR beaucoup l'été est une période de vacances. Pourtant, même en ce moment, nous devons intensifier le travail systématique et conséquent afin de mettre en œuvre les accords du 6e Congrès du Parti et les décisions de cette Assemblée et du gouvernement en vue d'actualiser et perfectionner le socialisme cubain.

Par ailleurs, nous devons amplifier la bataille pour la libération de Gerardo Hernandez, de Ramon Labañino, d'Antonio Guerrero, de Fernando Gonzalez et de René Gonzalez.

Il est temps de multiplier sans répit les actions pour briser le mur de silence qui permet à Washington de perpétuer l'injustice. Nous devons exiger du gouvernement étasunien qu'il remette les informations qu'il cache sur sa complicité avec les soi-disant « journalistes » de Miami, qui ont calomnié nos compagnons, et qui de plus ont provoqué et menacé les membres du tribunal malgré les protestations de la juge elle-même ; exiger également qu'il montre les images satellites qu'il retient depuis quinze ans, certainement parce qu'elles détruisent le mensonge nord-américain sur la localisation de l'incident du 24 février 1996. Nous devons réclamer, de nouveau, aux soi-disant médias d'éliminer la censure qu'ils ont imposée au document dans lequel Washington a admis, il y a déjà dix ans, qu'il lui était impossible de soutenir son accusation principale contre Gerardo.

Les prochaines semaines sont décisives pour la conclusion du procès d'Habeas corpus de Gerardo, et comme cela s'est produit auparavant, il fait face à de nouveaux et graves obstacles qui s'ajoutent à sa très difficile situation d'emprisonnement et constituent une violation flagrante des droits de notre compatriote, et des propres normes nord-américaines.

Dans cette étape cruciale, il a dû faire face à des difficultés supplémentaires dans la communication avec ses avocats et avec les fonctionnaires consulaires cubains ; son accès à la correspondance, y compris celle de caractère juridique rattachée à son cas, lui a été restreinte ou interdite.

L'Assemblée Nationale du pouvoir populaire exige des autorités nord-américaines qu'elles mettent un terme immédiat au traitement injuste et illégal qui est réservé à Gerardo Hernandez, et elle appelle à la plus large solidarité des parlementaires et des personnes honnêtes jusqu'à obtenir la libération de nos cinq camarades et leur retour immédiat et sans conditions dans leur Patrie.

Prenons l'engagement de livrer cette bataille sans perdre un jour.

Hasta la victoria siempre !

La Havane, le 1^{er} août 2011

Assemblée nationale du Pouvoir populaire.